

disparaître ou se raréfier, mais le niveau de vie restera élevé. A moins de guerre totale, les Canadiens continueront de bien vivre.

Prononcés par un homme qui pèse autant ses paroles que le ministre du Commerce, ces mots ne peuvent avoir qu'un sens. Ils doivent signifier que les approvisionnements sont suffisants au pays. S'ils le sont, je soutiens que l'argent peut être créé par la Banque du Canada, emprunté et dépensé par le gouvernement fédéral qui n'aura pas ainsi à recourir aux taxes injustes que propose le projet de loi à l'étude.

Arrêtons-nous à certains aspects du problème des approvisionnements. Mes renseignements proviennent d'une lettre du 16 mai 1950. La production et les approvisionnements sont bien supérieurs à ce qu'ils étaient il y a un an. A quel niveau sont les ressources alimentaires du pays? La farine? On m'affirme qu'en janvier nos approvisionnements s'étaient accrus du tiers. Les autres produits à base de céréales? Ils existent en quantités satisfaisantes. Le lait? Les approvisionnements sont temporairement moins abondants, parce qu'il y a eu mauvaise administration de la part de l'État. On me dit cependant qu'à la longue ils augmenteront.

Et le beurre? Nulle réelle pénurie. Nous avons commis une erreur. En acceptant la margarine, nous avons porté un grave coup à notre industrie laitière mais nous pouvons facilement revenir sur nos pas et réparer cette gaffe. Et que dire du bœuf? Là aussi, le Gouvernement a mal manœuvré mais il nous est certes possible de produire assez de bœuf au Canada. Sinon, nous pouvons rationner cette viande jusqu'au moment où nous en produirons assez.

Et le porc? Si je ne me trompe, nos approvisionnements ont été supérieurs d'un dixième en janvier à ceux du même mois de l'an dernier. On me dit que nos réserves ont augmenté presque du tiers. Et le poisson? Les arrivages, dit-on, sont de 12 p. 100 supérieurs à ceux de l'an dernier et les réserves en entrepôt dépassent de 15 p. 100 celles de 1950. Et les œufs? On m'informe que la pénurie actuelle concerne surtout l'exportation et qu'il y a abondance d'œufs pour le marché national.

Et le sucre? Nous sommes mieux placés que nous ne l'étions pour ce qui est de la production et des approvisionnements. D'après les renseignements qu'on m'a communiqués, nos réserves en janvier étaient de 30 p. 100 plus élevées qu'auparavant. Et les pommes de terre? Tout le monde sait que les approvisionnements dépassent de beaucoup nos besoins de consommation. Et les fruits et

légumes, frais ou en conserve? Nous avons plus de pommes que l'an dernier. Elles sont abondantes.

Que dire des aliments et des breuvages préparés? La même chose s'applique dans leur cas. Nos approvisionnements suffisent amplement à nos besoins. Que dire du vêtement? Quant au filé de coton, j'apprends qu'en 1950 nous avions 20 p. 100 de plus de balles de coton qu'en 1949. Ce n'est certes pas un indice de pénurie. Il se peut que nous en vendions beaucoup à l'étranger ou que nous utilisions ce coton à d'autres fins, mais notre situation est solide pour ce qui est des approvisionnements. En janvier 1951, nous avions en disponibilité 10 p. 100 de plus de balles de coton que le mois de janvier précédent. Cette année nous avons plus de filés et plus de drap.

Voyons maintenant quels sont nos approvisionnements de lainages. En décembre 1950, les expéditions étaient d'un tiers de plus que celles des années précédentes et nos inventaires d'un quart de plus. Cela n'indique pas une pénurie.

Quant aux bas, les expéditions ont augmenté d'un quart et les réserves étaient aussi plus élevées. Il en est de même pour les tricots, tandis que nos approvisionnements de chaussures étaient, dans le dernier trimestre de 1950, plus élevés que ceux de l'année précédente.

Que dire maintenant de l'habitation? Je vais citer un commentaire général sur l'habitation. Qu'il soit bien compris que je ne défends pas la situation relative au logement, parce que je suis d'avis que, dans ce domaine, le Gouvernement a commis une de ses plus graves erreurs. J'en dirais davantage si le moment était venu d'en parler. Or, voici ce que je lis dans le document que j'ai devant moi:

En 1950, on a terminé en tout 89,015 nouvelles unités d'habitation, soit à peu près le nombre record de 1949. Le nombre des unités commencées ayant été de 92,531 (un peu plus qu'en 1949), celui des logements en voie de construction à la fin de l'année accusait également une augmentation et a atteint 60,538. Ce qui fait prévoir que les travaux de parachèvement se maintiendront à un niveau élevé durant la première partie de 1951.

Je crois que ce niveau peut être maintenu, pour peu qu'on ne néglige pas ce domaine. Il n'y a certes aucune raison pour que nous ne puissions pas bâtir un grand nombre de maisons de moindre valeur pour les gens à revenu modique. Si nous ne le faisons pas, ce n'est qu'en raison de la mauvaise administration du Gouvernement.

Que dire des ameublements? On me dit que les approvisionnements de meubles sont excellents, de même que les revêtements pour parquet. A la fin de décembre 1950, les